

DECLARATION
DE SA
MAJESTÉ
DE LA GRANDE
BRETAGNE, &c.

6*

(7)

Touchant ses procédures a-
vec ses subjects d'Escoffe, depuis la Pa-
cification au Camp pres de
BERVVICK.



A LONDRE,
Par R. Young, Imprimeur du Roy en Escoffe, &
R. Badger Imprimeur du Prince son
Altesse. 1640.

At a Court
at Broad Street
h. 11.

DECLARATION

MALIB

DECLARATION

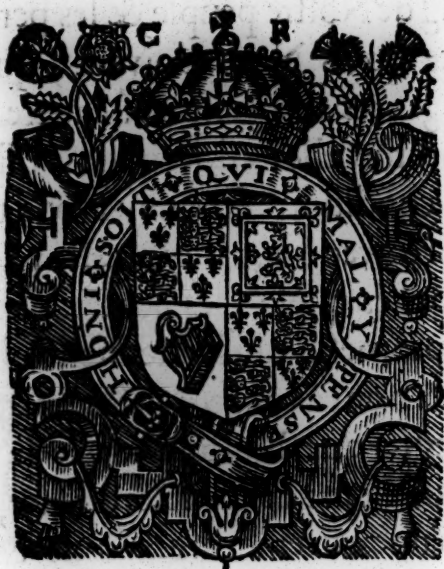
DECLARATION

DECLARATION

DECLARATION



à n
esto
arm
tell



De Par le Roy.



Nous tenions pour assuré que la Pacification, a laquelle il Nous plut de condescendre l'annee passée au camp pres de Berwick, l'ayant accordée à nos subjects d'Escoffe, mesme lors qu' ils estoient au plus fort de leur rebellion, & en armes a la campagne contre Nous; auroit tellement fait paroistre au monde Nostre inclination

inclination à la Paix , & Nostre desir d'espar-
 gner le sang de Nostre peuple, & les persuader à
 l'obeissance qu'ils Nous doivent , que toutes
 mes-intelligences auroyent esté entierement a-
 bolies (comme elles estoient de Nostre part)
 & que les conditions sur quoy Nous tombas-
 mes d'accord avec eux, auroyent esté reellement
 effectuées par eux, selon les liens d'obeissance,
 devoir, & promesse qui les tiennent obligez à
 Nous. Mais nous avons trouué depuis à nostre
 indicible regret que Nostre Royale bonté, &
 douceur, passant par dessus ceste offence, n'a rien
 produit qu'une extreme ingratitude & des in-
 solences insupportables contre Nostre Gou-
 vernement. Et davantage que par plusieurs li-
 belles diffamatoires, & discours tres-faux & se-
 ditieux envoyez d'Escoffe , & semez tout ex-
 pres en cestuy Nostre Royaume d'Angleterre,
 & specialement en Nostre Cité de Londres, ils
 taschent de destourner la cause de ces desordres
 de dessus les rebelles d'Escoffe, & tres-injuste-
 ment la rejeter sus Nous. Pourtant Nous
 Nous estimons obligez par le devoir que Nous
 devons à Dieu, & à l'amour de la verité, de ne
 souffrir point que Nostre honneur soit ainsi
 trahi & vilipendé par faction & rebellion, mais
 de

de le vindiquer de toute calomnie & complainte, en donnant par les presentes un clair & juste conte a tout le Monde de Nos procedures, avec Nos subjects de celuy Nostre Royaume, & des plus materielles & remarquables occurrences depuis ceste pacification ; Afin que par là tous ceux qui ne sont point partiaux, & qui ne fermeront point les yeux obstinement contre la verité, puissent juger qui sont ceux qui ont esté les perturbateurs & infraçteurs de la Paix, & qui sous le masque & apparence de Religion, ont pour but de miner & renuerfer tout Gouvernement, Monarchique & Civill. En voicy donc un veritable recit.

Après que Nous eusmes esté quelque temps au Camp près de Berwick, & que Nos subjects d'Escoffe se fussent campez avec leur Armee à la veuë de la Nostre. Sur une ouverture qu'ils firent, Nous fusmes contens de condescendre à recevoir une requeste en laquelle il estoit exprimé, que *Se jettans a Nos pieds, ils Nous supplioyent tres-humblemēt d'assigner quelques uns de cestuy nostre Royaume d'Angleterre, pour entendre par quelques uns d'eux, leurs humbles demandes.* Ce que Nous ayant accordé, & diverses consultations s'estant tenues entre personnes des deux Royaumes, a
toutes

toutes lesquelles Nous mesmes (pour monst^rer
 Nostre cordial & serieux desir d'approcher de
 Nos subjects par voyes paisibles) fusmes con-
 tents d'estre present. (beaucoup par delà leur
 attente, comme ils l'ont recognu depuis, &
 Nous sommes assurez que c'estoit bien loing
 par delà leur merite) A la fin ceux d'Escoffe re-
 c'eurent commandement de coucher leurs de-
 mandes par escrit, & eux ayant presenté leurs
 requestes en ceste maniere (dont l'une estoit,
 Que les Actes de la derniere Assemblée de
 Glasgow tenuë par Nostre commandement
 fussent ratifiéz au Parlement suivant) ils font
 en leur requeste ceste profession, *Qu'il leur estoit*
grief que Nous eussions este provoquéz à colere contre
eux nos tres-humbles & affectionnéz subjects, & que
ce sera leur joye (sur Nostre assurance gracieuse de
la preservation de leur Religion & Loix) de donner ex-
emple aux autres de toute l'obeissance civile & tempo-
relle qui peut estre requise ou attendue de loyaux sub-
jects. Sur quoy Nous leur ayant donné à en-
 tendre que pour mieux esclarcir chaque parti-
 cularité, Nous attendions d'eux les causes &
 raisons de leurs demandes, mais que Nous ne
 voulions pas les surprendre, & pourtant leur
 donnions temps de venir preparéz avec leurs
 raisons

raisons par escrit : Le Seigneur Lowdon dit,
Que leurs desirs estoient seulement de jouir de leur Religion, & de leurs libertez selon les Loix Ecclesiastiques & Civiles du Royaume : & qu'en l'esclaircissement des particularitez ils n'insisteroient sur aucun point qui ne fust de ceste nature. Nous le requismes de coucher ce la par escrit sous son seing, ce qu'il fit en ces mots.

Soit connu que nos desirs sont seulement de jouir de nostre Religion & de nos libertez, selon les loix Ecclesiastiques & Civiles du Royaume de sa Majesté ; Pour faire paroistre par raisons valables que les points que nous requerons humblement sont tels, & que nous n'insisterons à requerir chose aucune qui ne soit autorizée en ceste sorte ; Et que nous offrons humblement toute la civile & temporelle obéissance à sa Majesté qui peut estre requise ou attendue de loyaux subjets.

Signé Lowdon.

A quoy Nous respondîmes , *Que si leurs desirs n'estoyent seulement que de jouir de leur Religion & Libertez selon les loix Ecclesiastiques & Civiles de nostre Royaume d'Escoffe, Nous, non seulement leur accordions cela, mais que nous les protegerions tousjours de nostre plus grand pouvoir. Et que s'ils*

B

n'in-

n'insistent sur chose aucune qui ne soit autorizée de ceste sorte, Nous y condescendions tres-volontairement & promptement, pourveu que cependant ils Nous rendent la civile & temporelle obeïssance qui peut estre justement requise & attendue de loyaux subjects.

Ayant posé ce fondement pour l'accord des parties, il Nous plut de proceder à la détermination finale de ceste affaire, dont la conclusion fut faite le 17. de Juin 1639. & Nostre Declaration de ceste date, conforme à ces principes fut faire la dessus, laquelle ne fut pas seulement acceptée par ceux qui vindrent au nom de ceux de l'Alliance mais tres-humbles actions de graces Nous furent rendues par eux, pour nostre gracieuse réponse à leur requeste en la dite Declaration, sur laquelle les deux partis furent entierement d'accord avec divers Articles.

La Pacification estant ainsi conclüe, les Articles en conséquence devoient estre exécutés des deux costez: Ceux de nostre part estoient en la Declaration suivante.

Nous ayant considéré les papiers et humbles requestes à Nous présentées par ceux de Nos subjects d'Escoffe qui ont este admis à venir à Nostre Camp

pour

pour y attendre Nostre plaisir, et apres une entiere audience par Nous mesmes, de tout ce qu'ils pouvoient dire ou alleguer la dessus, & l'ayant communiqué à Nostre Conseil des deux Royaumes la present, avec meure deliberation & leur advis unanime Nous avons trouvé a propos d'y donner ceste juste & gracieuse response : Que quoy que Nous ne puissions condescendre a ratifier & approuver les Actes de la pretendüe Assemblée generale de Glasgow pour plusieurs graves considerations, & de grand poids, tant de ce qui est avvenu devant, que depuis, qui importent grandement l'honneur & seureté de ce vray gouvernement Monarchique, qui Nous est successivement devolu d'un si grand nombre de Nos Ancestres ; cependant nostre gracieux plaisir est tel, que nonobstant plusieurs desordres commis depuis peu, il Nous plaist, non seulement de confirmer & ratifier tout ce que Nostre Commissaire a accordé & promis, mais en outre c'est Nostre bon plaisir de declarer & asseurer que selon les humbles demandes de Nos Suppliants, toutes matieres Ecclesiastiques seront determinees par les Assemblies de l'Eglise, & les matieres Civiles par le Parlement, & autres inferieures Judicatures establies par la Loy ; laquelle Assemblée sera selon cét ordre tenuë une fois l'an, ou selon qu'il en sera convenu à l'Assemblée generale.

Et pour remettre en bon ordre les distractions generales de celui Nostre ancien Royaume, c'est Nostre vouloir & plaisir, qu'une libre generale Assemblée se tiennne à Edinburg le sixieme jour d'Aoust prochainement suivant, là ou c'est Nostre intention (avec l'aide de Dieu) d'estre presens en personne; & pour l'Indiction legitime dicelle, Nous avons donné ordre & commandement à Nostre Conseil, & qu'après un Parlement soit tenu à Edinburg le vingtieme jour d'Aoust prochainement suivant, pour ratifier ce qui sera conclu en ladite Assemblée, & establir telles autres choses qui pourront servir pour la Paix & utilité de celui Nostre Royaume natif, & que là soit passé un Acte d'oubliance.

Et d'autant que Nous sommes en outre suppliez que Nos Navires & Forces par terre soyent rappelées, & toutes personnes, biens, & navires, restitués, & eux garantis d'invasion, C'est Nostre gracieux plaisir de declarer, que lors qu'ils desarmeront, & debanderont leurs forces, dissoudront & dechargeront toutes leurs pretendues Tables & Assemblies privees, & Nous restitueront tous Nos Chasteaux, Forts, & Amunition de toute sorte, comme aussi Nos Royaumes honneurs, & à chacun de Nos bons subjects leurs libertés, terres, maisons, biens, & moyens quels qu'ils soyent pris & detenus d'eux, depuis la derniere pretendue

pretendüe Assemblée ; Nous rappellerons incontinent apres Nostre Flotte, & retirerons Nos Forces par terre, & ferons faire restitution à toutes personnes de leurs navires & biens detenus & arrestez depuis le dit temps : D'où appert, que Nostre intention en prenant les armes n'estoit nullement d'envahir Nostre Royaume natif, ou innover la Religion & les Loix, mais seulement pour maintenir & vindiquer Nostre Royale Authorité.

Et puis que par là il appert clairement, que Nous n'avons eue, ni n'avons encores intention de faire aucune alteration en la Religion ou es Loix, mais que toutes deux seront maintenues par Nous en leur pleine integrité, Nous attendons l'exécution de ceste humble & sincere obeissance que convient à des loyaux & obeissans subjeets, & tels qu'ils font profession d'estre en leurs frequentes Requestes. Et comme Nous avons juste raison de croire que cecy donnera satisfaction à Nos subjeets paisibles & bien disposez, aussi prenons Nous Dieu & le Monde pour tesmoins, que quelques calamitez, que ce soit qui s'ensuivront de la suppression à laquelle Nous sommes forcez par necessité des insolences de ceux qui continueront en leurs voyes de desobeissance, elles ne seront point occasionnées par Nous, mais procurees par eux mesmes.

Ces.

Ces Conditions en ceste Declaration qui regardent le temps passé, ont esté des-jà pour la plus part accomplies par Nous, excepté ceste clause, par laquelle Nous exprimons Nostre intention d'assister à l'Assemblée generale d'Edinburg, laquelle, quoy que ce ne fust qu'une intention, Nous leussions assurément effectuée, si Nous n'en eussions esté divertis par les desordres commis par Nos subjects turbulents d'Edinburg, envers les personnes de Nostre Grand Tresorier, le Comte de Kinnoul, Nostre Justicier Generall, le Chevalier *Jacques Hamilton*, Conseillers de celuy Nostre Royaume, & divers autres de Nos bons subjects là residents; ce qui Nous donna juste sujet de soupçonner qu'il n'y pouvoit avoir de seureté pour Nostre Personne, parmi un peuple enragé, si immédiatement apres les tesmoignages de Nostre clemence envers eux en la Pacification.

Mais une des choses qui Nous decouragea le plus d'aller là, fut le refus que firent quelques Seigneurs & autres de ceste Nation (que Nous avions envoyé querir) de venir vers Nous à Berwick, par laquelle desobeissance ils decouvrirent manifestement leur defiance
de

de Nous : Et l'on ne peut estimer raisonnable, que Nous deussions fier Nostre Personne a ceux qui se mesfioient de Nous, apres tant de tesmoignages & assurances de Nostre bonté en leur endroit.

Les Articles de Pacification accordez estoient ceux ci.

Les Forces d'Ecosse seront debandees & cassées dans quarante huit heures apres la Publication de Nostre Declaration accordee. I.

Nos Chasteaux, Forts, Ammunitions de toutes sortes, & Honneurs Royaux, seront delivrez apres ladite Publication, si tost que Nous enverrons gens pour les recevoir. II.

Nos navires partiront incontinent apres que les Chasteaux auront esté delivrez, au premier bon vent, & cependant ne se fera point d'interruption du Trafic de la Pesche. III.

C'est nostre bon plaisir de faire restituer toutes personnes biens & navires, detenus & arrestez depuis le premier de Novembre dernier. IV.

Ne se fera point d'Assemblees, Traittez, Consultations ou Convocations d'aucuns de Nos subjects, fors celles qui sont autorizees par Acte de Parlement. V.

Toutes Fortifications s'arrestent, & n'y travaillera on plus, & elles seront remises à Nostre plaisir. VI.

On

On restituera à chacun de Nos bons sujets leurs libertez, terres, maisons, biens, & moyens quels qu'ils soyent pris & detenus d'eux par quelques voyes que ce soit de vant le temps susdit.

Le Mardy 18. de Juin, ceux d'Escoffe vindrent à Nostre Pavillon, & là Nous signasmes la susdite Declaration, & les Articles furent signés par eux, lesquels aussi signerent un autre papier de submission envers Nous, comme s'ensuit.

Au Camp le 18. de Juin 1639.

En obeissance au commandement Royal de sa Majesté, nous congedierons nos Forces Feudi prochain le 20. de Juin, & incontinent apres delivrerons les Chasteaux, &c. de sa Majesté, & pour jamais nous, nous comporterons en toutes choses humbles loyaux & obeissans sujets.

Signé,

Roths.

Dowglas.

Dumfermlin.

Alex. Henderson.

Lowdon.

A. Johnston.

Ceux d'Escoffe semblablement promirent en outre, & entreprindrent de faire, que Nostre susdite Declaration seroit leüe & publiee en
leur

leur Armee ; ce qui aufsi fut fait par *Lyon Roy d'Armes d'Escoffe*, en la presence du Comte de *Morton*, & des Chevaliers *Edmund Verney* & *John Borough*, Nos Commissaires envoyez là pour en voir l'execution.

Vient maintenant à considerer comment ces Articles ont esté executez de leur part, ce qui apparoiſtra par ce qui s'enſuit.

Premierement veu que Nous, par la publication des Articles de Pacification, attendions le respect deu, & la recognoissance de Nostre autorité, qui eust tesmoigné leur Loyauté, & le sentiment de leur gratitude pour une si grande & si Royale faveur, Nous trouvasmes au contraire, qu'au temps mesmes de la publication d'icelle, elle fut accueillie avec une Protestation si scandaleuse & deshonorale à Nostre Gouvernement, que Nos subjects furent par là pluſtoſt encouragez davantage en leurs mutineries precedentes, que reduits à cette obeissance qu'ils avoyent promise.

Ils delivrerent entre les mains de quelques uns de Nos Nobles d'Angleterre, & ſemerent, entre autres, un Papier ſcandaleux, intitulé, *Quelques conditions du Traitté de ſa Majeſté avec ſes Subjects d'Escoſſe en preſence de la Nobleſſe d'Angle-*

terre, sont icy couchez pour estre gardez en memoire.

Là où sont contenues de telles faussetez & positions seditieuses, & si contraires a ce qui avoit esté conclu es Articles de Pacification, que par là il paroissoit clairement, que quoy qu'ils pretendissent de desirer la Paix, cependant ils n'avoient rien moins en leur intention. Ce faux & seditieux Papier venant à Nostre cognoissance, par l'avis & à l'humble requeste de Nostre Conseil Privé d'Angleterre, & singulierement des Nobles par eux pretendus avoir esté tesmoins desdites conditions, Nous donnasmes ordre qu'il fust condamné par Edict, & bruslé publiquement par la main du Bourreau; ce qui fut executé.

III. Et au lieu qu'il avoit esté promis, que les Forces de celuy Nostre Royaume d'Escoffe, levees sans Nostre permission, & contre Nous mesmes, seroyent desbandees & cassees dans 48. heures apres la publication de Nostre susdite Declaration en leur Camp; ils garderent neantmoins, pour quelque temps, diverses Forces en un corps, & ont tousjours depuis tenu presque tous leurs Officiers en paye, à l'infraction manifeste de ces Articles, & mepris de Nostre Royale autorité, contre les

Loix

Loix de celuy Nostre Royaume , & au grand danger de tous Nos subjects de là , qui rendirent obeissance à Nos commandemens , ce qui monstra clairement leur intention de se mettre derechef en armes contre Nous.

Et veu qu'il avoit esté promis , que Nos Chasteaux, Forts, & Amunitions, seroyent restituées , si tost que Nous enverrions gens pour les recevoir ; toutefois restitution n'a pas esté faite selon la promesse ; & quant aux Fortifications de Lieth, qui (comme les autres) avoyent esté remises à Nostre plaisir, elles sont entierement au mesme estat qu'auparavant, quoy que Nous en ayons souvent commandé la demolition.

Il avoit esté promis, qu'il ne se feroit point d'Assignations, Traitez, Tables, Consultations, Convocations , ou Assemblies privees, fors celles qui sont autorizees par Acte de Parlement, (& cependant il Nous avoit pleu leur donner autorité de s'assembler pour l'espace d'un Mois, pour consulter, aviser, & resoudre de telles affaires & employs seulement qui concernoyent la reparation de leurs charges & incommoditez mutuelles:) Neantmoins, apres ce terme expiré , qui estoit le

IV.

V.

vingtième jour de Juillet, 1639. ils continuent & continuent tousjours leurs Assemblies illegitimes, & consultations des matieres d'Estat, tant Ecclesiastiques que Civiles, contre les loix & actes de Parlement de celuy Nostre Royaume, & Nostre expres commandement; Esquelles Assemblies illegitimes ils oppressent & inquietent ceux de Nos subjects qui n'adherent pas à leur Alliance rebelle, & à la pretendue Assembly de Glasgou, & aux Actes d'icelle.

Et veu que toutes les Fortifications devoient estre remises à Nostre plaisir pour estre demolies ou continues, & Nous, ayant donné commandement pour la demolition de toutes celles que avoyent esté levees & basties sans Nostre permission; aucune obeissance n'a esté rendue à ce commandement, mais elles sont tousjours continuees, ce qui foment la sedition entre Nos subjects, & la perturbation de la Paix de celuy Nostre Royaume.

Aussi veu que Nos bons subjects devoient avoir restitution de leurs libertez & biens, neantmoins telle est la violence & furie du peuple, animé à ce faire, par ladite Protestation, par papiers scandaleux semez, & par Ser-

mons

mons seditieux preschez, que plusieurs de Nos dits subjects sont empeschez de crainte d'aller en leurs maisons & places de leur demeure, & menacez de la perte de leurs vies, en cas qu'ils se retirent en leurs propres maisons.

Davantage nonobstant qu'en Nostre Declaration sus mentionnee, Nous faisons a sçavoir que Nous ne pouvions approuver la dernière pretendue Assemblée generale de Glasgow pour les raisons contenues en Nos Edits precedens : Neantmoins contraire à Nostre plaisir, ils pressent journellement Nos subjects de souscrire à l'approbation de ladite pretendue Assemblée, & actes d'icelle, & de la jurer ; tellement qu'au lieu que Nous, Nous attendions de trouver Nos subjects remis en paix, & en repos à Nostre venue à Edinburg, Nous n'ouïmes parler d'autre chose que de nouveaux desordres, assemblees & molestations de Nos subjects, bien affectionnez a Nostre service : ce qui estant evidemment apparent par les insupportables insolences commises comme dessus, envers les personnes de Nostre Grand Tresorier le Comte de Kinnoul, Nostre Justicier General le Chevalier *Jacques Hamilton*, & autres Nos Conseillers & bon subjects ;

jects ; aussi cela prouve clairement qu'il n'y avoit rien moins en leur intention que l'obeissance à Nostre autorité, où l'accomplissement de ce qui avoit esté promis, où ce qui Nous est deu par le droit de Nostre Couronne, & par les Loix de celuy Nostre Royaume.

IX.

Et veu qu'il Nous pleust d'octroyer une libre Assemblée Generale pour appaiser & composer les divisions subtilement suscitees & fomentees en l'Eglise de celuy Nostre Royaume, Nous attendans qu'ils procederoyent de bonne foy au choix des Commissaires selon le respect deu à Nostre autorité : Ils ont travaillé à pervertir Nos subjects en anticipant leurs voix, les faisant jurer & souscrire aux Actes de la pretendue Assemblée de Glasgow, & choisissant pour Commissaires, ceux qui y adheroyent & estoient obligez par serment de la maintenir, & nuls autres ; & en outre ils en ont esloigné par crainte les autres que Nous avions legitimement appelez par Nostre Brevet, à la prochaine Assemblée, les menaçant de la perte de leurs vies, & du pis qu'ils pourroyent faire à l'encontre de leurs personnes, au mespris manifeste de Nostre autorité, & derogation à la franchise de ladite Assemblée.

Or

Or pour destourner tous Nos bons subjects de l'obeissance qu'ils Nous doivent, & les seduire à leurs factieuses mutineries & desordres, ils noircissent tous ceux qui Nous adherent, & ont suivi Nostre personne, de l'infame aspersiõ de Traîtres à Dieu & à leur pais, les menaçant de proceder contre eux par censures, comme atteints de ces crimes, comme si le respect qu'ils Nous ont rendu selon leur devoir, suivans Nostre party, & Nous assistans de leur personnes, estoient crimes de leze Majesté. Combien que par le droit d'icelle Nostre Couronne, & les Actes de Parlement d'iceluy Nostre Royaume, tous Nos subjects soyent obligez à se lever en armes avec Nous, & Nous assister de leurs corps & de leurs biens, & quiconque le refuse, où s'esleve en armes & en rebellion contre Nous, ou cõmet aucun acte d'hostilité contre Nostre Sacree Personne, sont declarez Traîtres, & doivent encourir la punition de crime de leze Majesté, au premier chef.

X.

Finalemẽt, leur desobeissance paroist en ce mespris sans exemple de Nostre autorité Royale, ayant secoué tout respect deu à la Sacree Majesté, par leur protestation, que tous membres

XI.

membres du College de Justice, & tous Nos subjects n'estoyent pas obligez d'estre presens a la Sessão, & que tous Actes, Decrets, & Sentences qui se passeroient en telle Sessão, au prejudice d'aucun d'eux, seroient nuls, invalides, & sans effect, contre Nostre Brevet expres pour la tenuë d'icelle Sessão, & au grand dommage de Nos bons subjects, qui par là furent frustrez du benefice de la Justice, Nous arrachant par ce moyen Nostre Pouvoir Royal des mains, appartenant a Nous seuls; n'y ayant autre que Nous mesmes qui doive commander à Nos subjects d'assister a la Sessão, ou les exempter de leur assistance, comme Nous, selon Nostre Royale sagesse & justice, le jugerons expedient.

Ayant posé ces insolences & seditieux fondemens d'un Parlement, il n'y avoit point de raison d'attendre que la structure qu'ils bastiroient la dessus, fust autre que pleine de desordre & de confusion, & a la verité le tout y fust d'une piece, car en tout le progres du Parlement, leurs actions & demandes furent si pleines de desobeissance & de deloyauté, Nous deniant les plus essentielles & propres prerogatives de Nostre Couronne, & taschant par

tous

tous moyens de changer & alterer les Constitutions du Parlement, & la forme du Gouvernement, comme appert par leur premier Acte, au choix & apres le choix des Seigneurs des Articles, là ou ils protesterent en une tres-insolente & imperieuse maniere, que rien de ce qui s'estoit fait, ou qui se feroit en Parlement, ne seroit valide, si la forme de choisir les Articles cy devant observee n'estoit changee, & que chaque Estat n'eust la permission de choisir leur propres Articles, contre la forme gardée aux Parlemens precedens par plusieurs années, comme on peut clairement prouver par les Registres, & comme on fera clairement paroître par personnes de toutes qualitez a present vivans, qui ont assisté aux Parlemens, & en ont esté membres, es années 1612. & 1609. & contre les cautions & conditions mentionnees en l'Acte de l'an 1587.

Semblablement par leur Acte touchant la determination du pouvoir desdits Articles, ils s'efforcent d'en renverser entierement la forme & le pouvoir. Les Articles ont esté (comme eux mesmes le recognoissent) tout depuis le temps du Roy *David Bruce*, c'est a dire environ 300. ans : & toutes les affaires sont pre-

parees par les Seigneurs des Articles , & par eux produites au Parlement, comme il appert par divers Actes de Parlement, & singulièrement par le quatrième Parlement du Roy *Jacques 6.* Chap. 218. auquel pour eviter confusion & des propositions impertinentes, toutes les propositions qui se devoient faire en Parlement, devoient estre delivrees auparavant au Clercq du Registre, & par luy presentees aux Seigneurs des Articles , afin que toutes propositions frivoles & impropres peussent estre rejettes ; lesquelles anciennes Constitutions ils taschent a renuerser par le susdit Acte.

Aussi par l'Acte de la Constitution du Parlement pour l'avenir, ils pressent, & parla s'efforcent a totalement alterer la forme du Parlement , & de confondre & abolir le tiers Estat , auquel l'authorité Civile des Roys est si fort interessée, comme Nostre Pere , & tous Ses Predecesseurs es Parlements precedens, tant au temps du Papisme que depuis la Reformation de la Religion , ont esté tres soigneux de conserver & maintenir la Dignité, Honneur, & Privileges du tiers Estat, comme il appert par lan 1650. auquel on alleque que
toute

toute Jurisdiction Ecclesiastique és personnes des Evêques fut abolie, & par l'an 1587. auquel tout le Temporel des Benefices fut annexé à la Couronne, le Clergé retenant tousjours leur voix en Parlement, & representant le tiers Estat, & le pouvoir civil & les privileges de l'Eglise estans tous-jours conservez, & de nouveau ratifiez, comme appert par le premier Parlement du Roy *Jacques* 6. chap. 24. & par divers Actes de Parlement és années 1587. 1597. & 1609. Par tous lesquels & divers autres Actes de Parlement; combien que les Roix Nos Predecesseurs ont jugé que le pouvoir Civil & l'honneur de leur Couronne avoit d'intereſt a maintenir & souſtenir l'Honneur, la Dignité, & les Priviledges des trois Estats. Qui plus est par un Acte ſpecial fait au temps du Roy *Jacques* 6. au huitieme Parlement chap. 130. ils est declaré que c'est crime de leze Majesté d'impugner l'autorité du Parlement, & des trois Estats, ou de procurer l'innovation du pouvoir desdits trois Estats, ou aucun d'iceux: & Nous voudrions bien ſçavoir comment eux, ou aucun d'eux, peuvent nier qu'ils n'ayent cherché la rupture de cet Acte, & pourtant ils ſont criminels de leze Majeste, & puniſſables ſelon ce crime.

Quant a l'Acte qu'ils appellent *Réscissoire*, ou l'Acte d'abolition, ils ne s'efforcent pas seulement d'abolir le tiers Estat, qui est crime de leze Majesté, comme à esté dit, mais aussi d'annuller plusieurs autres Actes cy-devant faits en faveur de la Couronne; & qui plus est, de Nous forclorre totalement, en quelque sorte, de l'Assemblée, ou des affaires de l'Assemblée, & Nous retrancher tous Nos droits Royaux en affaires Civiles, qui sont fondez la dessus, en la Cour de ce Royaume là. Par ou il est evident combien ils voudroyent enjamber sur l'autorité Royale, & combien leurs actions different de leurs promesse, qui estoit, de ne rien demander qui ne fust autorisé par la Loy.

Quant a l'Acte d'Oubliance, dans le recit & toute la teneur d'iceluy, ainsi qu'il est formé & propose par eux pour estre passé en Parlement, ils cherchent à se justifier en toutes leurs procédures, & au lieu d'un Act d'Oubliance, dont ils Nous firent requeste au Camp, ils Nous pressent d'avoir un Acte qui vaille autant qu'une Justification, qui soit enregistré dans les livres du Parlement, entierement contraire a la nature d'un Acte d'Oubliance, & a tout ce qui a esté de tout temps auparavant requis en pareil cas, comme il

appert

appert par l'Acte d'Oubliance en l'an 1563.

Et veu que par l'Acte de Pacification, il est ordonné que restitution soit faite a chacun de Nos bons subjects de leurs libertez, biens, & moyens quels qu'ils soyent, pris & detenus d'eux par quelque voye que ce fust, depuis le temps susdit, cecy non seulement n'est pas executé; mais comme il appert par la partie obligatoire de cet Acte, il ne fut jamais en leur intention.

Et comme par le susdit Acte d'Oubliance, aussi par leur Acte d'Assistance, ils se dedisent de ce qui avoit este accordé au Camp; car veu que ce fut Nostre bon plaisir de leur octroyer, par une Commission datee à Berwick le 2. de Juillet 1639. la liberté de se rencontrer & s'assembler jusques a certain jour, pour la distribution de leurs frais pretendus parmi ceux qui volontairement condescendroyent a en porter leur part; ils ont non seulement tenu leurs Assemblies, & Tables privees, sans Nostre permission, depuis l'expiration de Nostre susdite Commission, contre les Loix positives du Royaume, & contre l'Acte de la Pacification, & leur propre approbation, en sollicitant pour la susdite Commission: mais par leur susdit acte d'Assistance, ils Nous importunent tres-impudemment, que par un
Acte

Acte de Nostre Pouvoir Royal, tous Nos bons subjects qui és derniers troubles & esmeutes ont adheré à Nous, & se sont monstrez prompts a defendre Nostre Royale autorité, soyent tenus de porter egale ou plustost plus grande part de leurs pretendus depens. Ainsi par l'Acte mesme Nous sommes pressez de justifier & autoriser toutes leurs rebellions & crimes de leze Majesté, & de contraindre les innocens, & ceux qui ont le plus souffert pour leur fidelité & loyauté envers Nous, de contribuer a ces Rebellions & crimes de leze Majesté, n'y ayant rien qui puisse estre plus tyrannique & contraire à Justice & à Nostre Honneur.

Quant à leurs demandes, quoy qu'en toutes leurs Requestes, Declarations & Remonstrances, ils facent profession de ne vouloir jamais enjamber sur la Souveraineté, ni diminuer Nostre autorité Royale, neantmoins par leurs demandes faites en Parlement, & les raisons donnees à Nous mesmes, ils frappent droit a la racine de Nostre pouvoir Royal. Car ils demandent,

Qu'on ne se messe point des Monnoyes que par avis du Parlement.

Qu'on ne commette a aucun estranger la
garder

garde de Nos Chasteaux, & qu'aucune autre Personne ny soit mise que par l'avis des Estats.

Qu'on n'octroye aucune Patente d'Honneur à aucun estrangier, horsmis a ceux qui ont proportion raisonnable de rente en fonds de terre en Escosse.

Qu'on n'octroye aucune Commission de Judicature ou Lieutenance que pour temps limité.

Ils protestent contre la Preseance de Nostre Grand Tresorier, & Nostre Garde du Seau Privé, pour ce que (comme ils alleguent) cela n'est pas autorisé par la Loy positive.

Toutes lesquelles choses quoy qu'elles Nous appartiennent si essentiellement comme à leur Roy, qu'elles portent leur réponse avec foy; si avons Nous pensé qu'il ne seroit pas hors de propos de donner au monde ceste satisfaction sur icelles.

Et premierement quant à la Monnoye, C'est une prerogative tres-particuliere à la Couronne, & nul ne s'en doit mesler que par Nostre consentement, sans encourir les peines de Crime de leze Majesté, comme il en est en tous Royaumes.

Dans la seconde & troisième demande, il y a bien

bien de la malignité, & du poison caché, & elles buttent directement contre les Anglois, lesquels ils veulent tenir pour estrangers, comme il appert en ce que ceux d'Edinburg s'offenserent d'ernierement a cause de ces Anglois par Nous envoyez es Chasteaux d'Edinburg & Dounbarton. C'est là une tres-dangereuse & seditieuse pratique, de rebastir la muraille de separation entre les deux Nations, & les diviser, pour reveiller par là ces anciennes animositez Nationales qui ont esté tres-heureusement assoupies par la benite union des deux Couronnes. Et outre le grand deshonneur qu'ils font aux Anglois de ne les estimer pas dignes de jouyr d'aucunes dignitez ou privileges en Escosse, aussi bien que les Escossois en Angleterre: Ils se font tort a eux mesmes, car il est tres-juste que par la mesme reigle les Escossois, qui n'estans que nouveau-venus en Angleterre, y sont admis a toutes Dignitez, Privileges & Offices, & enjouissent aussi librement qu'aucun Anglois quel qu'il soit; en soyent pareillement exclus. Pour lequel office ceux de leur Pays residans en Angleterre, leur rendroyent peu de remerciemens. Mais quelle Religion il y peut avoir a se monstrier de tels Incendiaires, Nous le laissons au jugement de tout le Monde.

Quant

Quant à la quatrieme : Quelques vns IV.
d'eux ont obtenu de Nous des droits hereditaires de Judicature, sur vne partie considerable diceluy Nostre Royaume, or n'entendons Nous point pourquoy Nostre pouuoir seroit plustost limité d'autres qu'enuers eux.

Quant à la cinquieme : Nul homme qui V.
n'est point criminel de leze Majesté ne sçauoit nier que la source & fontaine de tout honneur ne soit en Nous, & que ce ne soit vne principale branche de Nostre Couronne de distribuer les Honneurs, Dignitez, & Preseances à tel qu'il Nous plaist; Et en outre le Chancelier de celuy Nostre Royaume tient sa place & preseance sans aucune autorité de Loy positive, mais simplement & immediatement de Nostre propre pouuoir. Pourquoy non donc nostre Tresorier & Garde du Seau privé, aussi bien que luy?

En outre ils demandent hardiment l'abolition des Actes de Parlement touchant le gouvernement Civil; Aſcavoir, l'Acte touchant la Jurisdiction de l'Eschequier, l'Acte touchant les Procurations, l'Acte touchant la confirmation des Terres en Garde noble, par ou ils tachent de destruire Nostre Gouvernement & Nostre Revenu.

E

Quand

Quand Nous les trouvasmes si opiniastrement resolus à persister en ces demandes insolentes & insupportables, contraires à toute Religion & Loix, quoy qu'ils en fissent grande monstre, Nous signifiasmes Nostre plaisir à Nostre Commissaire le Comte de Traquair, à ces fins; Que veu qu'il Nous estoit clairement manifeste, que le but de plusieurs de Nos Sujets ne tendoit pas à la Religion, comme ils avoient tousjours pretendu (car il estoit manifeste par la procedure de Nostre dit Commissaire, combien Nous avions esté desireux de donner satisfaction tant en l'Assemblée qu'au Parlement sur toutes les choses que Nous avions promises où dont Nous estions suppliez par, ou sous le nom de Religion) Et que Nous apercevions par plusieurs nouvelles & estranges Propositions, que rien n'estoit capable de les contenter que l'alteration de toute la forme du Gouvernement de ce Royaume là, & quant, & quant le renversement total de l'autorité Royale, nous jugeasmes qu'il estoit temps d'employer Nostre soin & diligence à prevenir ce qui touchoit de si pres nostre seureté & honneur, que si la dessus nous eussions incontinent commandé la dissolution du Parlement ce n'eust esté

esté que ce qu'on eust peu justement attendre de Nous. Neantmoins tel à esté tousjours Nostre tendre soin de leur conservation, & de l'establissement d'une parfaite Paix en celuy Nostre Royaume natif, qu'il Nous plut plustost de le proroger & ouir quelles raisons ils pourroyent donner de leurs demandes. Pour ce faire Nous commandâmes à Nostre dit Commissaire de proroger le Parlement jusqu'an 2. de Juin prochainement suivant, & cela (puis qu'ils l'avoient mis en question) par Nostre autorité seulement. Nous n'estimans aucunement raisonnable d'attendre d'eux autre consentement de cet Acte que l'obeissance, ce pouvoir Nous appartenant si proprement comme à leur Roy, & en cas qu'ils fussent si presomptueux que de protester a l'encontre, demeurer assemblez, & desobeir Nostre royal commandement, c'estoit Nostre vouloir & plaisir qu'il leur defendist de ce faire, sous peine de crime de leze Majesté. Mais en cas qu'ils obeissent, & se separassent selon Nostre commandement, Nous avions donné charge à Nostre dit Commissaire de leur declarer que Nous voulions non seulement admettre à Nostre presence ceux qu'ils Nous enverroyent

pour représenter leurs demandes et les raisons d'icelles, mais aussi accomplirions punctuellement (comme nous avons tousjours esté prests de ce faire) tout ce que nous avions promis. En attendant Nous luy commandâmes de se rendre pres de Nous avec toute diligence convenable, & d'apporter avec soy tout ce qui s'estoit passé, ou avoit esté demandé tant en l'Assemblée qu'au Parlement, afin que par ce moyen non seulement Nous Nous informassions plus parfaitement de toutes procédures, mais aussi consultassions avec luy & ceux de nostre conseil quelle seroit la meilleure voye pour la conservation de nostre honneur et l'heureux accommodement de ceste affaire.

Cestuy Nostre commandement ayant esté signifié au Parlement par Nostre commissaire, ne put a voir leur consentement qu'avec vne Protestation qu'ils appellent vne Declaration du Parlement, Dont voicy la teneur.

Comme ainsi soit que Jean Comte de Traquaire Commissaire de sa Majesté honoré d'une tresample Commission, ayant conclu l'Assemblée selon la parole Royale de sa Majesté, et seant en Parlement un fort long temps pour conferer, & preparer les Articles qui devoient estre

estre representez en face du Parlement ; prene maintenant le pouvoir (et cela sans le consentement des Estats & sans aucune offense de leur part, ayans taché en toutes leurs procédures de tesmoigner leur loyauté a leur Roy & leur respect à son Excellence comme representant la sacrée Personne de sa Majesté) de de proroger le Parlement, par vn ordre privé procuré par sinistres informations contre la Patente publique de sa Majesté sous le grand seau &c. par ou il offense grievement tous les bons Sujets de sa Majesté et met la paix de tout le Royaume en danger pour laquelle action il merite d'estre repris de sa Majesté et censuré par le Parlement, ceste voye estant nouvelle et inaccoustumee, sans exemple en ce Royaume, contraire à l'honneur de sa Majesté qui est si fort engagée à ratifier presentement les Actes de l'Eglise, contraire aux loix libertez et pratique perpetuelle de ce Royaume, par lesquelles toutes continuations du Parlement vne fois appellé, assemblé, et assis, ont tousjours esté faites par l'expres commandement des Estats, comme il se peut voir es reignes de divers Princes, &c. Pour ces causes Nous les Estats du Parlement, &c. Sommes contrains en ceste extrémité de manifester et declarer, &c. que comme Nous n'avons donné la moindre cause ou la plus petite occasion de ceste prorogation non attendue et sans excuse, aussi

Iac 6.
Marie R.
Iac. 5.
Iac. 4.
Iac. 3.
Iac. 2.
& Iac. 1.

la jugeons nous et recognoissons estre contraire à la constitution & aux pratiques de tous les Parlemens precedens, contraire aux libertez de ce libre & ancien Royaume, & fort repugnante aux gracieuses intentions, promesse, & expressions gracieuses es Articles de la Pacification dernière &c. Et en outre Nous declaron que toutes Prorogations faites par Monseigneur le Commissaire seul sans le consentement du Parlement, soit par luy ou par aucun autre Commissaire en son nom, sous le sceau du quartier, ou par les Seigneurs du Conseil qui n'ont point du tout de pouvoir es matieres du Parlement durant la seance iceluy, seront invalides et totalement de nul effect, et incapables d'empescher les legitimes procedures des Sujets, et que les auteurs d'icelles seront censurables en Parlement. Declarans en outre que l'autorité que le Commissaire prend de nommer tout seul les Articles, assembler ces Articles, et commander que le Parlement continue à seoir & proceder, nonobstant leurs journalles Protestations au contraire, tenir des Sessions frequentes du Conseil, & determiner des causes au Conseil durant le temps de la Session du Parlement sans le consentement des Estats du Parlement, nonobstant que le Parlement eust pris les Monnoyes en la consideration & eust intention d'en donner son avis pour en determiner; ses frequentes prorogations de l'entree du Parlement, sans consentement des Estats,

Estats, on aucune mention dans les Actes de Prorogation du consentement des Articles ; combien que ces choses auroyent esté faites par leur avis, si sont elles contraires aux libertez de ce Royaume, franchise & coustume du Parlement, & quelles ne doivent estre preparatifs, pratiques ni prejudices au temps avenir contre Nous ou Nos successeurs. Mais pource que Nous scavons que Nous avons les yeux du monde sur nous & que Declarations ont esté faites & publiees contre nous &c. afin que nos procedures soyent rendues odieuses à ceux qui ne scavent pas par quelles voyes ces commandemens ont esté declarez & faits à seavoir, & ne considerent non plus que nous ne sommes pas Sujets privez mais un Parlement seant, ou quels prejudices nationaux nous avons souffert par mesinformations, & quel est l'estat present de ce Royaume ; Pour ces raisons nous declaronz que quoy que par l'exemple de nos Predecesseurs en pareils cas de necessité, par l'Indiction de sa Majesté, & par les Articles de Pacification, nous pourrions legitimement continuer à seoir en Parlement, ce qui seroit justifiable en cette extreme necessité, non seulement devant un Roy si juste, mais à la face de nos adversaires ; cependant tel est nostre tresreverend soin & humble desir, de rendre non seulement toute demonstration reelle d'obeissance civile, mais aussi d'eloigner de Nous toute semblance ou apparence de ce qui pourroit
don-

donner le moindre mescontentement a sa Majesté, Nous
 avons resolu pour le present de remonstrer seulement a sa
 Majesté la raison de nos propositions & procedures en
 ce Parlement &c. Et sur l'attente ou Nous sommes
 d'avoir une gracieuse response de sa Majesté a cestes
 nos humbles remonstrances, Quelques uns de chacun
 des Estats ayans pouvoir de par tout le corps du Par-
 lement demeurent icy à Edimburg, pour attendre le re-
 tour des gracieuses responses de sa Majesté a nos hum-
 bles et justes demandes, et pour remonstrer plus outre
 nos humbles requestes à sa Majesté en toutes occasions,
 a fin que par la nous donnions vne tres manifeste preuve
 contre toute contradiction, que ce ne fut jamais nostre
 intention de denier a sa Majesté aucune part de ceste
 civile et temporelle obeissance que tous sujets doivent à
 leurs Roix, et nous en vne maniere plus speciale, à
 nostre redouté Souverain, mais seulement de conser-
 ver nostre Religion & les libertez du Royaume, sans
 lesquelles la Religion ne scauroit longtemps demeurer en
 seureté. Que s'il advient (ce qu'à Dieu ne plaise)
 qu'apres avoir fait nos remonstrances, et de tout nostre
 pouvoir employé tous les moyens legitimes pour l'infor-
 mation de sa Majesté, nos malicieux ennemis qui ne
 sont pas considerables, par leurs suggestions et menson-
 ges, l'emportent contre les Informations et Declarations
 generales de tout vn Royaume. Nous prenons Dieu

et les hommes tesmoins que nous sommes francs des outrages & insolences qui durant ce temps la, se pourront commettre, & que nous ne devons point estre blasmez si nous sommes contraincts de choisir les voyes les plus propres pour garentir l'Eglise & le Royaume de l'extremite de confusion & misere. Laquelle Declaration cy dessus escrite nous les Estats du Parlement avons requis le Clerc d'inserer es Registres d'icelle & d'en donner des copies souscrites & signees de sa main.

Ceste Declaration fut produite et leue dans la Chambre de dehors du Parlement, le 18. Decemb 1639. Suiuant laquelle la Noblesse nommerent & assignerent les Comtes de Lothian & Dalhousie; les Seigneurs Yester Palmerino Crauston & Naper. Les Barons Nommerent, les Commissaires des trois Lothaans Fife & Tweedell, Les Bourgs nommerent les Commissaires d'Edinburg, Linlithgow, Sterling, Hadidgton & Dunbarre, pour attendre à Edinburg le retour de la responce gracieuse de sa Majesté à leurs humbles remonstrances.

En ceste Protestation ou Declaration quoy qu'il y ait vn specieux semblant & diverses professions d'obeissance enuers Nous, si est il evident qu'ils ont fait vne playe à Nostre Authorité en la personne du Comte de Traquair Nostre Commissaire, qui

ne fit rien en ceste Prorogation que par Nostre commandement special, & pour tant ils ne le peuvent censurer pour cela sans faire reflexion sur Nous. Et davantage ils y affirment positivement que toute Prorogation faite par le Commissaire seul sans consentement du Parlement, sera invalide et de nule effect, ce qui emporte necessairement que Nous n'avons pas le pouvoir de proroguer, quoy que le contraire de cela soit vne verité tresmanifeste. Et quoy que sur Nostre commandement il se fist quelque semblant de prorogation, neantmoins ils continuerent à tenir partie de leur corps à Edinburg sous couleur de recevoir Nostre response à leur Remonstrance, laquelle response si elle ne leur est pas agreable, ils concluent auec vne Protestation de menaces, qu'ils ne deuront point estre blasmez s'ils choisissent les voyes plus propres pour garentir l'Eglise et le Royaume de l'extremité de confusion et misere, ayant auparavant pris Dieu & les hommes à tesmoins qu'ils seront francs de tous les outrages et insolences qui durant ce temps la se pourroyent commettre, Paroles les plus audacieuses & insolentes qui se puissent dire.

Après cela, ces membres divisez de ce
corps

corps demembré de Parlement, s'estans ainsi arrestez a Edinburg, envoyèrent le Comte de Dumfermlin. & le Seigneur Lowdon pour leurs Deputez, pour Nous faire leur Remonstrance, mais pource que Nous entendismes qu'ils venoient sans commandement ou licence de Nostre Commissaire, & ne luy avoyent point communiqué ce qu'ils avoyent à Nous proposer, Nous prîmes ceste action pour vne grande & intolerable desobeissance, comme le, reste de leurs procedures, & ne voulûmes pas les admettre à Nostre presence venant de telle sorte, & ainsi leur commandâmes de s'en retourner sans estre ouys.

Après, vint icy Nostre Commissaire, & Nous fit un rapport de l'estat de Nos affaires par dela, qu'il Nous sembla bon de communiquer aux Seigneurs de Nostre Conseil d'Angleterre comme aussi les comportemens du, Parlement d'Escoce, & d'aviser avec eux ce qui estoit de faire pour le redressement de ces desordres. Sur quoy Nous commandâmes à Nostre dit Commissaire le Comte de Traquair de faire rapport au Conseil de toutes leurs demandes exorbitantes dont le Seigneur Marquis de Hamilton leur avoit desja donné

quelque information. A nostre commandement le Comte de Traquair deduisit vne large & exacte representation au Conseil, des plus considerables matieres, proposees & agitees en Parlement, & del insolence de leurs demandes : & les Supplians mesmes envoyez d'Escoffe ont depuis leur venue vers Nous insisté sur toutes & chacune des particularitez du rapport de Nostre dit Commissaire & d'une facon tresaudacieuse offert de les justifier toutes, Par ou ils ont plus que justifié le rapport du dit Comte de Traquair. Sur quoy il Nous plut en outre communiquer aux Seigneurs de Nostre Conseil que les Escossois nous avoyent depuis peu envoyé vne Requête, qui avoit quelque apparence de submission & humilité, mais en effect n'avoit rien moins en soy, par laquelle ils supplioyent que permission fust donnée à quelques vns d'eux de venir vers Nous de leur part, pour presenter leurs affaires; laquelle (pour rendre Nos sujets d'Escoffe tant plus inexcusables) Nous dismes aux Seigneurs de Nostre Conseil que Nous avions accordée quoy que Nous eussions peu de sujet d'esperer rien de bon de ceux qui avoient si fort oublié leur devoir & obeissance en Nostre endroit.

Quand

Quand les Seigneurs de Nostre Conseil eurent ouy le rapport de Nostre Commissaire, il Nous sembla bon de leur faire ceste question en generall; Scavoir si eu regard a l'insolence & outrecuidance de leurs demandes, mesmes touchant l'obeissance civile, il ne seroit pas à propos de les reduire à leur devoir par force, plus tost que de donner lieu à ces demandes si prejudiciables à Nostre Honneur & Seureté, A quoy Nous commandasmes à chacun de Nostre Conseil de donner response, & declarer son opinion de vive voix; Ce qui fut fait, & eux tous uaniment donnerent leur voix pour l'affirmative. Sur quoy Nous prîmes resolution tost apres d'appeller un Parlement.

Après cela Nos Sujets d'Escoffe suivant la response que Nous fîmes à leur Requeste ayants envoyé icy quatre Deputez Le Comte de Dumfermlin, le Seigneur Lowdon, le Chevalier Guillaume Douglas, & le Sieur Berkeley; Il Nous plut les admettre à Nostre presence, & recevoir d'eux leurs requestes qui furent, par Nostre Ordre, souscrites par eux, En l'une desquelles, eux au nom de l'Assemblée se tenant à Edinburg Nous rendoyent

graces de ce que Nous leur avions fait sçavoir que toutes matieres Ecclesiastiques seroyent determinées en des libres Assemblies Nationales, & les matieres Civiles es Parlemens, & demandoient Nostre ratification des Constitutions de l'Assemblée en Parlement. Et en l'autre ils demandoient d'estre ouys devant Nous & quelques vns de Nostre Conseil des deux Royaumes, & que le rapport fait par le Comte de Traquair a Nostre Conseil d'Angleterre leur fust delivré par escrit signé de sa main, qui estoit vne tres insolente demande.

Incontinent apres cecy, Nous trouvâmes à propos d'assigner des Commissaires speciaux de quelques vns de Nostre Conseil pour les ovir, & pareillement donnâmes ordre au Comte de Traquair de leur assigner un jour pour venir deuant ces Commissaires; Ils refuserent d'y venir, allegant qu'ils avoyent ordre & instructions de ne traiter avec aucun autre que Nous mesmes: Sur quoy Nous leur commandâmes de Nous venir trouver, la ou ceste Commission se tenoit, quoy que ce fust le jour assigné pour Nostre change de demeure pour aller à Hampton Court; Auquel jour ils comparurent devant Nous selon Nostre ordre.

La

La le Seigneur Loudon fit vn long discours, dont la substance estoit, vne Protestation de l'indépendance du Parlement d'Escoffe, & qu'il n'est sujet à aucune autre judicature, aussi vne Justification de leurs procédures en l'Assemblée & au Parlement, comme accordantes aux Articles de Pacification & aux Loix & Pratiques de ce Royaume la; & la dessus vne priere qu'il Nous pleust ratifier & confirmer leurs procédures, & pour cet effect commander que le Parlement procedast librement a la determination de tous les Articles qui leur avoyent esté deliurez & à l'establissement de la Religion & de la Paix au Royaume, entreprenant, que quelques objections ou informations qui seroient faites contre leurs procédures en Parlement, ils y rendroient response, s'il leur estoit accordé de les avoir par eserit.

Ce discours estant acheué Nous leur demandâmes quel pouvoir & Commission ils avoyent de Nous donner satisfaction, & d'obliger ceux de la part de qui ils venoyent, pource que s'ils n'en avoyent point Nous les orrions avec grand desavantage, eux attendans satisfaction de Nous qui avons pouvoir de la
donner,

donner, & eux n'en ayant point pour Nous rendre la pareille; ils respondirent que tout ce qu'ils proposeroient estant accordant à la Loy, ils estoient assurés, qu'il nous satisferoit; Nous leur demandâmes qui seroit juge de cela, ils respondirent que les Loix seroient si claires qu'il n'y auroit point de besoin de Juge, & quoy que Nous insistassions. fort la dessus, ils ne voulurent nous donner autre satisfaction. Et pource qu'ils soustenoyent que leurs gens leur avoient donné pouvoir, et qu'ils Nous le produiroient, ils receurent ordre de ce faire à la prochaine séance, & ainsi furent renuoyez pour ce temps là.

Après Nostre retour de Hampton Court ils se rendirent pres de Nous à la Commission pour la seconde fois, là ou ils produisirent des Instructions signees par quelques Seigneurs Escossois & autres, qui n'estoient pas personnes de grande eminence; lesquelles instructions ayant esté leues, furent jugees par Nous (tous les Commissaires concurrens en la mesme opinion) n'estre pas vne Commission, & que par icelles ils n'avoient aucun pouvoir ou autorité de nous donner satisfaction, ou d'obliger ceux, de la part desquels ils se disoient

soient envoyez, à aucune chose ottroyee ou demandee par Nous.

Pourtant Nous leur demandans s'ils avoyent aucune autre autorité, ils dirent qu'ils avoyent vn papier souscrit auparavant par quelques vns des Seigneurs du Parlement, par lequel le Comte de Dumfermelin & le Seigneur London seulement estoient authorisés de venir Nous presenter leurs justifications, & que pour le present ils ne pouvoient en avoir d'autre, le Parlement ne seant point. Sur quoy Nous aians serieusement avec les Commissaires qu'elle estoit la meilleure voye en ceste affaire de grand poids, & considerans que s'ils estoient renuoyez sans les ouyr davantage, ils en prendroient occasion d'exclamer contre Nous, Quoy que Nous ne nous estimassions obliger ni en honneur ni en justice de les ouyr encores, eux n'ayant offert aucun fondement pour vn accommodement, & n'ayant l'autorité de ce faire; Cependant pour ne laisser aucune couleur de sinistre construction, & pour Nous justifier devant Dieu & les hommes que Nous n'avons rien omis de Nostre part qui pust tendre à la paix & à l'establisement d'une meilleure intelligence entre Nous & eux, Nous nous resolumes de continu-

er a les ovir , & faire Nos objections sur les points qui avoyent esté proposez en Parlement, & contre lesquels Nous avions juste sujet d'offense, afin que par ce moyen il peust apparoirre s'ils nous avoient donné ceste satisfaction qu'ils avoyent promise & dont ils se faisoient forts.

Nous leur ayant déclaré cecy, Pas vn d'eux ne fit demonstration du moindre sentiment de ceste Nostre grace & debonnaireté, ainsi exprimée enuers eux ; Ce que le Seigneur Marquis de Hamilton observant, prit occasion de dire de soy mesme, que quoy qu'il ne fust pas de leur Compagnie, toutefois estant Escossois il se tenoit obligé de recognoistre ceste nostre siguliere & Royale faveur enuers son pays, & nous supplia d'accepter ses treshumbles actions de graces pour icelle. Cela les attira à en faire autant, & ainsi ils Nous presenterent leurs humbles remerciemens à genoux.

A la prochaine seance de la Commission, les dits supplians produisirent le papier cy dessus mentionné, souscrit par quelques vns des Seigneurs demeurez a Edinburg, comme à esté dit, par lequel le Comte de *Dumfermlin* et le Seigneur Loudon seulement avoyent esté par cy devant autorisez de venir Nous presenter leurs justifica-

fications, lequel papier ayant este leu, tous les Commissaires furent d'accord que les Supplians n'avoient point de pouvoir par ce papier, non plus que par le premier, de Nous donner aucune satisfaction, ou d'obliger ceux de la part de qui ils venoyent, mais seulement de tascher à se justifier & les procedures precedentes du Parlement. Et il nous pleut de communiquer tout cecy à tout Nostre Conseil d'Angleterre auquel tous unanimement se rencontrerent en Opinion avec les Commissaires, que les papiers susmentionnez ne leur donnoient point du tout d'autorité; Neantmoins Nous fusmes contens selon Nostre promesse de les ouir, & Nous fîmes des objections sur les plus exorbitantes de leurs demandes, Mais leurs responses furent fort impertinentes, & tendantes plustost a se justifier qu'a Nous satisfaire en aucune façon; ce qui ne se pouvoit faire autrement veu que ces demandes la estoient pour la pluspart si contraires à la Loy & au gouvernement Monarchique qu'elles se respondoient elles mesmes, comme il appert plus particulierement par Nos responses à icelles, couchees cy dessus.

Quant à nostre promesse d'un Parlement libre, nul homme qui à quelque mesure de sens

commun ne s'imaginera que Nous ayons jamais eu intention qu'il fust si libre, que de ne pouvoir estre limité par leur propres conditions souscrites par le Seigneur Loudon, qui estoient, de jouir de leur Religion & libertez, selon les Loix Ecclesiastiques & Civiles d'iceluy Nostre Royaume, & que s'ils passent ces bornes (comme il est evident qu'ils ont fait) Nous demeurons desobligez, si ce n'est qu'ils veulent que nous seulement soyons obligez, & eux mesmes laissez en toute liberté de s'attaquer a Nostre Gouvernement Monarchique sans estre controllez, de Nous arracher le sceptre de la main, de denuer Nostre Couronne de ses plus belles fleurs, & de destruire Nostre pouvoir & autorité Royale, comme manifestement ils se sont efforcez de faire, par les intolerables Actes & Demandes qu'ils ont essayé de faire passer contre toute Loy & raison,

S'ils alleguent la dessus qu'ils prennent ceste liberté par Nostre approbation de l'Alliance, & le commandement que Nous fismes à Nostre premier Grand Commissaire, le Seigneur Marquis de Hamilton & autres de Nos sujets d'y souscrire ; La réponse est aisee, Aſſavoir qu'il y à grande difference entre l'Alliance & Union
sou-

souscrite par Nostre commandement, & leur Union, Car ceste Alliance fut faite par nostre defunct Pere le Roy Jaques de bienheureuse memoire en lan 1580. & oblige ceux qui la jurent, qu'ils s'assisteroient mutuellement l'un l'autre, quand le Roy le leur commanderoit, ou aucun authorisé par luy. Mais ceste nouvelle Union à esté faite sans Nostre consentement, & par la ils se jurent mutuellement de s'assister l'un l'autre contre tous, sans excepter le Roy, qui est purement vn complot malicieux contre le Roy.

Davantage quand aucuns ont esté requis de souscrire l'Alliance, comme le Marquis de Hamilton le fut, & le fit, au sens qu'il a exprimé en sa Declaration imprimée, Les principaux chefs d'entreux, non seulement refuserent eux mesmes d'y souscrire, mais en dissuaderent (autant qu'il estoit en eux) tous Nos bons sujets; Encore que ceste Alliance fust la mesme que la leur, & par tant, reconnue par eux mesmes, par ou il appert evidemment, que ce n'estoit pas la Religion qu'ils taschoient de garentir (comme ils preten-
doient) car autrement ils eussent acquiescé à nos commandemens la dessus, mais seulement, pour, en adherant à leur propre Union, tenir Nos Sujets en telle condition, qu'ils peussent

estre tousjours liez & s'estimer obliges par serment le prendre les armes contre Nous, toutes & quantes fois qu'ils trouveroyent vn temps opportun pour vne totale rebellion, à quoy ils n'ont jamais cessé de travailler, qu'ils ne l'ayent effectué : Tellement que par Nostre approbation de l'ancienne Alliance & Union, ou par la souscription de Nostre Commissaire, ils ne peuvent avoir aucun fondement solide pour justifier leurs presentes procedures. Et à peine se trouvera t'il que jamais aucune Alliance ait esté faite en la Chrestienté (sinon en cas de rebellion & crime de leze Majesté comme est celle cy) la ou le chef ait esté omis ou n'ait eu vne voix negative.

De mesmes, la souscription du Comte de Traquair Nostre Grand Commissaire ne peut servir de garent à leurs comportemens rebelles, puisque, comme il appert par leur propre Requeste a luy, ils declarent que maintenant, *suiuant l'exemple louable de leurs predecesseurs ils l'en supplient humblement, & qn'ils puissent avoir la permission & licence d'y souscrire*, ce qui prouue clairement que ce qu'ils avoyent fait auparavant & d'eux mesmes sans estre justifies par autorité, n'estoit ni louable ni justifiable, comme aussi de-

d'avant que le Comte de Traquair l'approuvât, il fut confessé (comme appert par ce qui est mis au devant de ceste souscription) que c'estoit la propre & mesme Alliance qui fut faite en l'an 1580. de laquelle comme il appert par les raisons cy dessus deduites on ne peut inferer aucun fondement, ou la moindre ombre de raison pour leurs complots de rebellion, ou la prise d'armes contre Nous ou Nostre autorité, ou aucun refus de Nostre voix negative.

Or en conferant sur ce point là en Nostre grand Conseil, les Seigneurs du Conseil estoient d'opinion que jusqu'à ce que les Suppliants envoyez par ceux de l'Alliance recogneussent que le Souverain Magistrat doit avoir autorité de convoquer Assemblies & les dissoudre, & avoir en icelles vne voix negative, comme c'est la coustume en tous Estrats Souverains de la Chrestienté, ils ne devoient point estre ouys.

S'ils alleguent (comme ils firent quand ils vindrent à la Commission) que leurs susdites Demandes estoient matieres *in fieri*, non absolument resolues ni conclues; Il leur faut respondre qu'il n'a pas tenu à eux qu'elles n'ayent esté conclues; Qui plus est le Seigneur Loudon au premier discours qu'il Nous fit a la Commission,

tion, ne justifia pas seulement leurs procédures en l'Assemblée & au Parlement comme accordantes aux Articles de Pacification & aux Loix & pratique de ce Royaume la, mais mesmes nous pria qu'il Nous pleust ratifier & confirmer lescdites procédures, & pour cet effect commander que le Parlement eust à proceder librement, & decider tous ces Articles qui y avoient esté proposez. Quoy qu'il en soit de bons sujets doivent bien prendre garde de ne rien faire qui approche du soupçon de Rebellion & trahison, bien plus de faire des Demandes qui donnent d'elles mesmes plus que le soupçon de rebelles & criminelles intentions, comme les Demandes susmentionnées le donnent manifestement.

Or outre les Insolences & Actes de Rebellion & crimes de leze Majesté susmentionnez commis devant & en l'Assemblée & au Parlement; Nous ne pouvons oublier, à remarquer & publier a tout le Monde, que leurs comportements n'ont par esté moins exorbitans depuis le Parlement, & depuis la venue de leurs Supplians, qu'auparavant; Car sans aucune Authorité ou Commission de Nostre part, Ils ont eu la hardiesse de leuer & amasser Forces en diverses parts
de

de celui Nostre Royaume en grands nombres, lesquels ils ont continuellement exercez & dressez & leur ont assigné un Rendez vous, & un jour auquel ils doivent estre prests de marcher.

Ils ont fait provision de grande quantité d'Artillerie munition & armes venantes de dehors le pais, qu'ils tiennent toutes prestes en un Magazin pour s'en servir contre Nous leur Souverain.

Ils ont d'eux mesme imposé des taxes & imposts de dix marcqs pour cent sur tous & chacun de Nos sujets selon les Revenus de chacun, à estre levez sur leurs biens pour l'entretien de leur Rebellion. Et l'ont exigé avec la plus grande rigueur & tyrannie qui se puisse imaginer quoy qu'ils pretendent que c'est une contribution volontaire.

Ils ont fait faire & publier tant en Manuscrits qu'en Impriméz, plusieurs faux seditieux & scandaleux papiers, & libelles touchant nostre maniere de proceder avec eux, & entre autres un intitulé. *Information des Estats du Royaume d'Escoffe au Royaume d'Angleterre &c.* lequel estant venu a Nostre cognoissance Nous le fismes lire publiquement en Nostre Grand Conseil, & les

H Seig-

Seigneurs en detestation d'iceluy Nous supplie-
rent humblement qu'il fust supprimé par pro-
clamation & bruslé par la main du bourreau, ce
qui fut executé.

Ils ont refusé au Seigneur d'Estrecq Gouver-
neur de Nostre Chasteau d'Edinburg, du bois
& autres materiaux necessaires pour la reparati-
on de quelques Fortifications de ceste place
nouvellement tombees, nonobstant Nostre
commandement expres, sur leur devoir de su-
jets, de leur en fournir.

Ils ont commis plusieurs outrages & violen-
ces enuers les personnes de quelques vns de
Nostre garnison d'Edinburg qui estoient sortis
du Chasteau pour acheter des viures.

Ils ont commencé a leuer des terrasses & for-
tifications contre ledit chasteau pour d'icelles
bloquer Nostre Fort Royal, & le rendre de nul
usage. Et ils ont fortifié diverses autres places en
celuy Nostre Royaume & singulierement, *Inch-
garui*, ou ils ont monté plusieurs pieces d'Ar-
tillerie.

Ils ont nagueres emprisonné le Seigneur de
Southesque & plusieurs autres personnes de
qualité, pour ne vouloir se joindre à eux, & pour
leur fidelité enuers Nous.

Et

Et comme ainsi soit que Nous ayons sur diverses occasions signifié Nostre plaisir aux Magistrats d'Edinburg, pour l'exécution de certaines choses qui concernoyent Nostre service, Au lieu d'y rendre obeissance, ils Nous ont respondu, Qu'ils ont resigné le pouvoir du gouvernement de la ville entre les mains des Commissaires des Tables pretendues, par ou non seulement ils se sont rendus incapables de Nous servir, mais ont encouru le crime de leze Majesté au premier chef, en transportant à autrui ce pouvoir de Gouvernement qu'ils deriuent & tiennent de Nous seuls & qui ne peut estre resigné à aucun autre sans nostre ordre & commandement special.

Mais pour combler la mesure de leurs crimes de leze Majesté, ils se sont efforcez d'entretenir des intelligences dela la mer, & ont fait des Pratiques pour amener des Forces estrangeres en ce Royaume, comme nous pouvons faire paroistre par les seings de quelques uns des principaux d'entreux Comme si le feu qu'ils ont desja allumé par leurs propres rebellions dans les entrailles de cet Estat, n'estoit pas suffisant de le consumer sans y apporter de la matiere de dehors. Et par la appert premierement leur malice

enuers Nous leur So uerain naturel, en ce qu'ils
 aiment mieux se prostituer a vn Gouvernement
 estranger, & qui est de differente Religion que
 se conformer au Nostre. Et puis en second lieu
 Nous ne pouvons que prendre en nostre confi-
 deration que cecy concerne merueilleusement
 les interets & la seureté de Nouzmesmes & de
 Nostre Royaume d'Angleterre, Car si un E-
 stranger prend une fois pied en ces contrees du
 Nost il n'est pas malaisé de juger combien aise-
 ment il sera invité par de tels guides qu'eux &
 vne telle entree qu'ils luy donneront volontiers
 à s'approcher davantage de ce climat plus chaud
 du midy: Et puis quelle obligation la nation
 Angloise pourra avoir a ses voisins d'Esco-
 sse pour de tels hostes, Nous le laissons à tous
 ceux qui ont vn vray coeur Anglois à considerer
 serieusement, & à tascher de le prevenir de bon-
 ne heure, de peur que Nous ne soyons surpris à
 l'improviste du malheur qui menace chacun
 en particulier & toute la Nation en general.
 Et cependant tout cecy passe parmi eux pour
 Religion & Loix.

Mais a fin que le monde voye que Nous ne
 les accusons qu'à bonnes & certaines enseig-
 nes Nous avons jugé expedient d'inferer icy
 leur

leur propre lettre de laquelle Nous avons donné avis a Nostre bon Frere le Roy Treschrestien, nous assurans qu'il n'assistera point de Rebelles contre Nous. La lettre s'ensuit avec ceste inscription *Au Roy* ce qui en France n'est entendu que des Sujets escrivans a leur Prince naturel.

SIRE,

Vostre Majesté (estant l'asyle & sanctuaire des Princes & Estats affligéz) nous avons trouvé nécessaire d'envoyer ce Gentilhomme le Sieur de Colvil, pour représenter a V. M. la candeur & naïveté tant de nos actions & procédures, que de nos intentions, lesquelles nous desirons estre gravées & escrites à tout l'univers avec un ray du Soleil, aussy bien qu'à V. M. Nous vous Supplions doncques treshumblement (Sire) de luy adjouster foy & creance, & à tout ce qu'il dira de nostre part, touchant nous & nos affaires; estans tressasseurés (Sire) d'une assistance esgale a Vostre clemence accoustumée cydevant, et si souvent monstree a

*ceste Nation, laquelle ne cederà la gloire à autre quel-
conque d'estre eternellement,*

Sire,

de V.M.

*Les tres humbles et tres-
obeyssants et tresaffo-
ctionnés serviteurs,*

Roths. Montrose.

Leslie. Mar.

Montgomery.

Loudoun. Forrester.

Or ces affronts faits a Nostre Gouvernement
& dangers qui menacent Nostre Estat qui
n'ont point du tout de relation avec la Religion
& les Loix, sinon en la violation de toutes les
deux, Nous ont nécessité a mettre en ordre les
Forces de cestuy Nostre, Royaume, & Nous
mesmes en estat d'estre capable (avec l'aide de
Dieu) de vindiquer Nostre seureté & honneur
contre tous ceux qui sous couleur de Religion
& de Loy se sont desja leuez ov se leueront con-
tre Nous & de conserver & garder en seureté

Nos

Nos bons & loyaux Sujets & prendre soin que la gangrene soit retranchée avant qu'elle gagne trop avant au grand danger de cestuy Nostre Royaume d'Angleterre. Neantmoins nous declarons devant Dieu & devant tout le Monde, que Nous ne les avons jamais empêché & ne les empêcherons jamais de jouir de leur Religion & Libertés selon les Loix Ecclesiastiques & Civiles de celui Nostre Royaume, & selon Nostre promesse & leurs demandes souscrites par eux mesmes a la Pacification; mais que Nous les gouverneront comme un juste & religieux Prince. En assurance dequoy, s'ils veulent encore recognoistre leurs precedens crimes & enormites & comme pecheurs penitens nous demander pardon pour tout ce qui est passé avec toute humilité & soumission, & Nous rendre obeissance pour le temps avenir, Ils trouveront que Nous serons plus sensibles de leurs conversion que nous ne l'avons esté de leurs Rebellions, & que Nous desirons plustost leur Reformation que leur Destruction; Mais s'ils persistent en leur train de rebellion, & parce qu'ils appellent la jouissance de leur Religion & Libertez selon les Loix Ecclesiastiques et Civiles

Cirques de ce Royaume la, ne veulent enten-
 dre autre chose que de fouler aux pieds nostre
 Couronne et autorité Royale, et de tascher de
 renverser toutes Loix et Religion comme jus-
 qu'à present ils ont fait par leurs procédures en
 l'Assemblée et au Parlement; En ce cas Nous
 Nous tenons obligez (pour Nous acquitter du
 devoir que Nous devons à Dieu et au Gover-
 nement qu'il Nous a commis) d'avoir recours
 au pouvoir de la Force pour prevenir tant de
 dangers imminens qui menacent le public.
 Prenant Dieu à tesmoing que Nous y sommes
 forcez par la Necessité, et que Nous ne l'entre-
 prendrons point sans extreme douleur & relu-
 ctation. Neanmoins Nous avons ceste confi-
 ance, que Dieu, dont Nous sommes Lieute-
 nant, & par qui seul les Rois reignent, & qui
 est aussi dieu de verité, & severe punisseur de
 toute faulseté & imposture, ne souffrira plus
 longtems que sa gloire soit mesprisee & pro-
 fanee en Nostre Personne, par palpable Hypo-
 crisie sous l'habit contrefait de Religion, mais se
 leuera & dissipera ses ennemis & les Nostres.
 Et quant à ceste noble nation Angloise dont la
 gloire a esté d'avoir esté gouvernee plusieurs
 centaines d'annees sous une Monarchie, Nous

ne

ne doutons point qu'ils ne veulent, comme il appartient a de loyaux & fideles sujets continuer leur affection envers Nous & le Gouvernement Monarchique ; Et ne se laisseront point debaucher & trahir dans une Anarchie par ceux qui portent enuie au bonheur dont ils ont si long temps jouy, & aux frequentes & glorieuses victoires qu'ils ont gagnees sous le gouvernement Royal, mais suivant l'exemple des Seigneurs de Nostre Conseil & de Nos Serviteurs Nous assisteront de franc vouloir en ceste Nostre juste cause, ou Nostre Honneur & Seureté et la leur ensemble sont si grandement interessez.

Nos sujets d'Irlande par leur derniere Declaration en Parlement ne Nous ont pas seulement donné vne contribution considerable pour Nos preparations presentes, pour reduire Nos sujets mal affectionnez d'Escolse a leur obeissance deue, mais Nous ont humblement offert leurs personnes & moyens, voire jusqu'a l'extremité de tout leur pouvoir, pour nous aider cy apres par voye de Parlement, selon que Nos grandes affaires (si ceste maladie d'Estat continue) le requerront, Ce qu'ils desireront estre enregistré comme une Ordonnance de Parlement,

ment, & qu'il soit public. Et imparti pour un
 témoignage à tout le monde & aux siècles à ve-
 nir de Notre loyauté & affection envers Nous,
 comme il le mérite bien. : Et qui Nous est une
 consolation singulière au milieu de ces divisi-
 ons; & Nous n'avons point de raison de douter
 que nos Sujets d'Angleterre qui sont plus pro-
 ches du danger, ne se montrent aussi tendres au
 soin de nostre Honneur & Seureté & les leurs
 propres, ce qui ne nous donnera pas moins de
 contentement, & fera que, comme Pere de no-
 stre peuple, nous prendrons le mesme soin de
 leur conservation & prosperité, que de la nostre
 propre. Et c'est ce que Nous leur asurons
 en parole de Prince, que nous
 ferons toujours.

FINIS

Science